

Le Nicaragua s'enfonce dans la crise

Nicaragua Les Nations unies dénoncent un "climat de peur". Le président Ortega, lui, accuse l'Onu d'"irrespect".

La répression et les représailles contre les manifestants se poursuivent au Nicaragua, alors que le monde regarde ailleurs", a déclaré le haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans un communiqué diffusé à l'occasion de la publication d'un rapport.

Le Nicaragua connaît depuis la mi-avril un fort mouvement de protestation contre la confiscation du pouvoir par l'ancien guérillero sandiniste Daniel Ortega et sa femme, vice-présidente, Rosario Murillo. Le mouvement avait commencé contre une réforme de la sécurité sociale, il avait été abandonné, pour se durcir ensuite et s'étendre à tout le pays en réaction à une répression qui a fait plus de 300 morts.

Dans son rapport publié mercredi, l'Onu dénonce de multiples violations des droits de l'homme, parmi lesquelles "l'usage disproportionné de la force, qui se traduit parfois par des exécutions extrajudiciaires; des disparitions forcées; des déten-



AFP

Daniel Ortega
Président du Nicaragua.

tions arbitraires généralisées; la torture et les mauvais traitements".

Le haut-commissaire de l'Onu a appelé la communauté internationale à agir pour enrayer la crise: "J'exhorte le Conseil des droits de l'homme et la communauté internationale en général à prendre des mesures concrètes pour éviter que la crise actuelle ne dégénère en troubles sociaux et politiques plus profonds."

Pour le gouvernement du président Daniel Ortega, ces déclarations ne passent pas, le haut-commissaire a "outrepassé ses prérogatives" et a montré de l'"irrespect" envers la souveraineté du pays. Il dénonce notamment la partialité du haut-commissaire qui "ne dit pas un mot et ignore totalement les morts provoquées par les putschistes, les assassins, qui sont venus détruire le calme d'un peuple".

Pourtant, le rapport fait bien état de 22 policiers tués par des manifestants. Ces violences de la part des opposants restent néanmoins marginales et sans communes mesures avec celles commises par le gouvernement, selon Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (Cetri) de Louvain-la-Neuve: "Au Nicaragua, il y a encore beaucoup d'armes qui circulent au sein de la population et c'est volontairement que la grande majorité du mouvement n'a pas eu recours à ces armes parce qu'elle sait que le recours à ces armes invaliderait directement sa cause. Ce mouvement dans sa majorité se propose de renverser pacifiquement le pouvoir actuel et se garde donc officiellement de recourir aux armes."

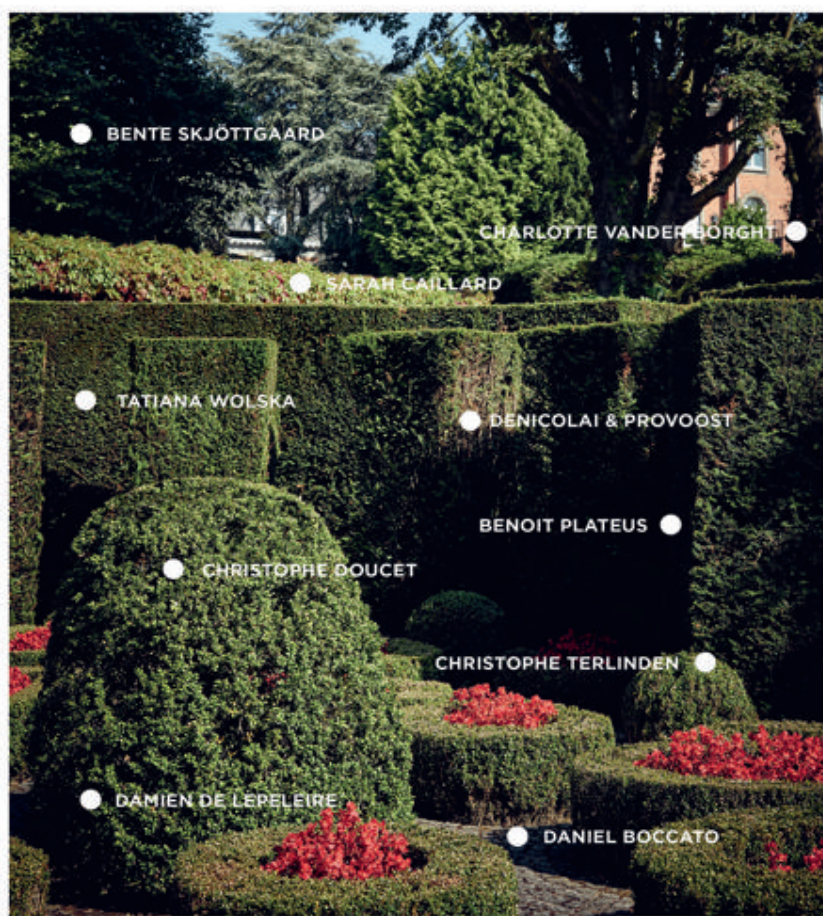
Le rapport distingue plusieurs phases dans la crise: "répression" des manifestations par la police et des éléments armés progouvernementaux, suivie d'une phase de "nettoyage" (de mi-juin à mi-juillet) pendant laquelle la police et les éléments armés progouvernementaux ont démantelé les barrages routiers et les barricades. Pour finir, les manifestants et autres opposants au gouvernement ont été "persécutés et criminalisés".

"Ortega a gagné... à court terme"

Une analyse que partage Bernard Duterme, qui note que la répression est entrée dans une nouvelle phase depuis fin juillet: "Ortega a parié sur la force et à ce jour il a gagné ce pari. Il est parvenu à étouffer brutalement la rébellion et a annoncé que le pays avait retrouvé sa normalité. Il est passé maintenant à une nouvelle étape de la répression avec une chasse aux sorcières. Tous ceux qui sont soupçonnés d'être critiques envers le régime sont désormais ciblés par la répression gouvernementale. Ce ne sont plus des tirs dans la rue comme en mai et juin mais des emprisonnements ciblés."

S'il est maintenant isolé sur la scène internationale et que la majorité des pays d'Amérique latine, à l'exception du Venezuela et de la Bolivie, condamnent son action, Bernard Duterme estime que le président nicaraguayen est désormais en position de force et que, à moins d'un retournement de situation, il est en passe de remporter le bras de fer avec l'opposition: "A ce stade, il est parvenu à ses fins. Il a choisi la répression, ce qui a surpris tout le monde, et son pari s'est révélé gagnant, même si le processus engagé est réversible. Il a nettoyé le pays des barricades et des barrages routiers, les manifestations sont moins nourries et les leaders de l'opposition se terrent ou fuient le pays. En cela, il a gagné, mais tout à fait momentanément." Cependant, note le spécialiste, par cette répression sanglante de la contestation, le président Ortega s'est aliéné une grande majorité de l'opinion et a perdu le soutien vital de l'Eglise et du grand patronat, rendant son futur, s'il se maintient au pouvoir, très hypothétique.

S. G. (st.)



PRESENT

Un Musée, un Jardin. 36 artistes présents.
Un projet de Michel Van Dyck.

MUSÉE & JARDINS VAN BUUREN
Du 25 juin au 30 septembre 2018